

Actualités économiques

Afrique de l'Ouest anglophone

Semaine 8, du 17 au 23 février 2020

- Nigéria : La Banque mondiale annonce 6 nouveaux projets pour un financement total de 1,575 Md USD ; le FMI conclut sa mission de consultation au titre de l'article IV ; la NLNG signe un contrat d'approvisionnement de 10 ans avec le Portugais Galp ; Access Bank souhaite coter 15 Mds NGN d'obligations vertes à la Bourse du Luxembourg ;
- Ghana : Baisse du déficit commercial français avec le Ghana ; signature d'un protocole d'accord entre la *Ghana Revenue Authority* et les Pays-Bas.

Le chiffre de la semaine

3^{ème}

Avec environ 3,8 Mds EUR d'exportations d'hydrocarbures naturels vers la France en 2019, le Nigéria est notre 3^{ème} plus gros fournisseur dans le monde, après la Belgique (réexportation) et la Russie.

Source: Douanes françaises

Nigéria

La Banque mondiale annonce 6 nouveaux projets pour un financement total de 1,575 Md USD.

Dans le cadre du programme de soutien approuvé pour l'année fiscale 2020, [la Banque mondiale a annoncé le lancement cette année de 6 nouveaux projets pour lesquels elle décaissera un total de 1,575 Md USD](#). Avec la participation de la Banque européenne d'investissement et de l'Agence française de développement sur certains de ces projets, le coût total atteint 2,185 Mds USD. Le *premier* projet vise à renforcer le système de santé afin d'améliorer l'efficacité des soins de santé maternelle et infantile (650 M USD). Le *second* porte sur la réhabilitation de routes rurales et de centres agro-logistiques (Banque mondiale 280 M USD en subvention, AFD 230 M USD, Etat fédéral nigérien 65 M USD). Le *troisième* projet appuiera la *National Identity Management Commission* dans son objectif d'atteindre 150 millions de personnes avec un numéro d'identification national d'ici 2023 (Banque mondiale 115 M USD, AFD 100 M USD, BEI 215 M USD). Le *quatrième* doit permettre de faciliter la collaboration entre les agriculteurs et les entreprises agroalimentaires dans l'Etat d'Ogun et améliorer l'enseignement des sciences, technologies, ingénierie et mathématiques (STIM) dans les lycées publics (250 M USD). Le *cinquième* projet cherchera à mieux structurer l'offre de formations techniques et professionnelles entre autres par la formation des enseignants, y compris ceux de l'actuel système informel d'apprentissage (200 M USD). Enfin, le *sixième* projet visera à renforcer la gestion des marchés publics et le respect des normes socio-environnementales par la formation de professionnels aux meilleures pratiques internationales (80 M USD). L'ensemble des lignes de crédits octroyés par la Banque mondiale ont une maturité de 30 ans avec une période de grâce de 5 ans avant le début du remboursement. Pour rappel, la Banque mondiale est le premier créancier multilatéral du Nigéria avec un encours total de 9,8 Mds USD à fin septembre 2019.

Le FMI conclut sa mission de consultation au titre de l'article IV.

Les discussions annuelles avec les autorités du pays se sont tenues du 29 janvier au 12 février. L'équipe du FMI constate que le rythme de la reprise économique reste lent, alors même que l'inflation augmente de nouveau (+12,13% en janvier) et que les vulnérabilités extérieures s'accroissent. L'institution de Bretton Wood reconnaît les efforts fournis par les autorités nigérianes en matière fiscale avec la révision des redevances des entreprises productrices de pétrole l'année dernière et l'adoption dans les temps du Budget 2020, anticipant une hausse de 16% des recettes publiques. Elle salue également le resserrement de la politique monétaire en janvier 2020 et les progrès réalisés dans le cadre de *Doing Business*. Néanmoins, [la mission du FMI a revu à la baisse sa prévision de croissance pour 2020, à 2% au lieu de +2,5 % précédemment, pour tenir compte de l'impact de la baisse des prix internationaux du baril de pétrole](#). Elle rappelle ainsi qu'une meilleure mobilisation des recettes non pétrolières reste urgente, tout comme l'exécution retardée du plan de relance du secteur de l'électricité. La mission recommande également à la Banque centrale de poursuivre le resserrement de la politique monétaire face au risque d'excès de liquidités sur les marchés. Par ailleurs, le FMI a une nouvelle fois appelé de ses vœux la mise en place d'un taux de change unique et plus flexible, ainsi que la levée des restrictions d'accès aux changes.

La NLNG signe un contrat d'approvisionnement de 10 ans avec le Portugais Galp.

[La Nigeria Liquefied Natural Gaz \(NLNG\) a annoncé avoir conclu un accord avec le distributeur portugais Galp Trading pour la livraison de 1 million de tonnes de gaz naturel liquéfié \(GNL\) par an, pour les dix prochaines années.](#) Cette annonce est la quatrième depuis décembre après Total, Eni et Vitol. Le Nigéria renforce ses exportations vers l'Europe et se présente comme une alternative à la dépendance au gaz russe (en 2019, il représentait 28% des importations de GNL en France). Le renforcement de ses capacités de production en témoigne, avec la construction en cours d'un 7^{ème} train de liquéfaction qui permettra d'atteindre 30 M de tonnes annuelles en 2024, contre 22 M actuellement. Bien que les cours du GNL soient à leur plus bas depuis une décennie, le Nigéria est aujourd'hui le 1^{er} exportateur africain et le 5^{ème} mondial. La NLNG est détenue à 49% par l'Etat fédéral, 25,6% par Shell, 15% par Total et 10,4% par Eni. Ce contrat devrait dynamiser les relations économiques avec le Portugal, dont les importations en provenance du Nigéria atteignaient 574 M USD en 2018, composées d'hydrocarbures pour la quasi-totalité, selon le Bureau nigérien des statistiques.

Access Bank souhaite coter 15 Mds NGN d'obligations vertes à la Bourse du Luxembourg.

[La banque nigériane Access Bank a demandé l'inscription de 15 Mds NGN \(env. 38 M EUR\) d'obligations vertes sur la liste officielle du Luxembourg Stock Exchange \(LuxSE\).](#) Déjà titrées depuis début 2019 au Nigéria auprès du *Nigerian Stock Exchange* (NSE) et du *FMDQ OTC Securities Exchange*, ces obligations ont une maturité de 5 ans et un taux fixe de 15,5%. Certifiées par la *Climate Bonds Initiative* comme satisfaisant la norme mondiale en matière d'obligations climatiques, ce sont les premières obligations vertes émises par une entreprise privée en Afrique. Elles sont notamment destinées à soutenir des projets d'investissements dans l'énergie solaire, l'agriculture ou encore la lutte contre les inondations. Access Bank, plus grande banque du Nigéria en terme d'actifs (18 Mds USD), serait ainsi la première société à profiter de l'accord de partenariat signé en octobre 2019 entre le NSE et le LuxSE. Cet accord prévoyait la coopération entre les deux places financières pour promouvoir la cotation et la négociation croisées d'obligations vertes au Nigéria et au Luxembourg.

Erratum – Précision portant sur l'information de la semaine dernière relative à la directive de la Banque centrale concernant l'importation de produits laitiers.

La nouvelle directive de la Banque centrale du Nigéria ne se limite pas à une restriction de l'accès au marché des changes mais interdit *de facto* l'importation de produits laitiers dans le pays, excepté pour les 6 entreprises explicitement citées (FrieslandCampina WAMCO Nigeria, Chi Ltd, Promasidor Nigeria Ltd, Nestlé Nigeria PLC, TG Arla Dairiy Products Ltd, Integrated Dairies Ltd).

Ghana

Baisse du déficit commercial français avec le Ghana.

En 2019, les exportations françaises vers le Ghana ont augmenté de 9,2% et les importations depuis le Ghana ont diminué de 4,3%, permettant à notre déficit commercial de se résorber partiellement et passer de 237,1 M EUR en 2018 à 198 M EUR. Les exportations françaises vers le Ghana se sont élevées à 233,3 M EUR en 2019, contre 213,6 M EUR en 2018. Elles ont été portées par la hausse des ventes de produits agricoles, qui passent de 1,3 M EUR en 2018 à 19,3 M EUR en 2019, ainsi que par les ventes des secteurs des produits pharmaceutiques (+74,2% à 26,8 M EUR), des produits métallurgiques (+51,1% à 22,3 M EUR), des produits chimiques (+28,1% à 36,1 MEUR) et des produits informatiques (+19,9% à 34,2 M EUR). De leur côté, les importations en provenance du Ghana ont atteint 431,3 M EUR en 2019, contre 450,7 M EUR l'année précédente. Les achats d'hydrocarbures et de produits des industries extractives s'élèvent à 165,8 M EUR en 2019, soit 38% du total. Les importations de produits agricoles sont de 150,85 M EUR et celles de produits issus des industries agro-alimentaires de 111,3 M EUR. Le Ghana constitue la 14^{ème} destination des exportations françaises en Afrique subsaharienne et notre 10^{ème} plus important partenaire commercial dans la région.

Signature d'un protocole d'accord entre la Ghana Revenue Authority et les Pays-Bas.

[L'agence ghanéenne de collecte des impôts, la Ghana Revenue Authority \(GRA\), a signé un protocole d'accord avec l'administration fiscale des Pays-Bas.](#) Ce dernier vise à développer et renforcer la capacité de la GRA sur une période 18 mois, de mars 2020 à août 2021. Les agents de la GRA seront formés aux audits d'entreprises, notamment sur le sujet des transferts vers les sociétés mères depuis leurs filiales au Ghana via les frais de gestion. Ceux-ci sont en règle générale soumis au statut des accords de transfert de technologie enregistrés auprès du *Ghana Investment Promotion Centre*. La compétence conjointe du GIPC et de la GRA à ce sujet a entraîné des différends avec les sociétés étrangères au sujet de la qualification juridique de ces transferts, comme ce fut le cas pour Beiersdorf qui distribue Nivea au Ghana par l'une de ses filiales. En 2019, la GRA a dépassé son objectif de collecte fiscale et a perçu 43,8 Mds GHS (env. 7 Mds EUR), soit 12,6% du PIB contre un objectif de 12,1% du PIB.

Retrouvez ces informations et nos alertes au quotidien sur Twitter !

 [@FR Eco Nigeria](https://twitter.com/FR_Eco_Nigeria)

Clause de non-responsabilité – Le Service économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.
